

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/107

13 mai 2003

(03-2519)

Groupe de négociation sur les règles

Original: espagnol

OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DU VENEZUELA AU SUJET DU DOCUMENT TN/RL/W/78 PRÉSENTÉ PAR LES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES SUBVENTIONS PROHIBÉES ET D'AUTRES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCORD DE L'OMC SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 mai 2003.

La présent document ne préjuge pas de la position définitive du Venezuela sur tout aspect des questions sur lesquelles il porte, et il n'expose pas de façon exhaustive les commentaires, observations et questions qui pourraient être formulés dans la phase actuelle et dans les phases suivantes des négociations en cours, sur ce point et sur d'autres questions connexes. Le Venezuela pourrait présenter ultérieurement une communication plus complète et détaillée.

Tout d'abord, nous remercions beaucoup les États-Unis pour leur communication distribuée sous la cote TN/RL/W/78. La délégation du Venezuela estime que l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires renferme des dispositions qui méritent d'être clarifiées et améliorées.

En ce qui concerne la fixation des prix des ressources naturelles et de l'énergie, nous saisissons cette occasion pour poser aux États-Unis quelques questions, pour leur demander des éclaircissements et pour faire une observation préliminaire. Ces questions, qui seront communiquées par écrit, sont notamment les suivantes:

1. Nous saurions gré à la délégation des États-Unis d'expliquer de manière plus détaillée ce qu'elle entend par "double prix" et "juste valeur marchande" dans son document. Nous voudrions, en particulier, que ces expressions soient expliquées à la lumière des dispositions des Accords de l'OMC pertinents, notamment, de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.
2. Nous voudrions que les États-Unis expliquent et clarifient l'analogie qu'ils font entre la fourniture par les pouvoirs publics de ressources naturelles à des prix inférieurs à ceux du marché international et une subvention en espèces permettant l'achat desdites ressources à des prix plus bas.
3. La proposition des États-Unis semble avoir pour objectif d'approfondir et d'élargir la portée des règles établies dans l'Accord SMC, en particulier, pour ce qui est des subventions dites prohibées. La délégation du Venezuela estime que cette proposition pourrait aller au-delà du mandat donné par les Ministres au paragraphe 28 de la Déclaration de Doha.

./.

3.1 À cet égard, nous aimerions savoir en quoi et dans quelle mesure les États-Unis considèrent que cette proposition, en particulier en ce qui concerne la fixation des prix des ressources naturelles et de l'énergie, clarifie et améliore les dispositions actuelles de l'Accord SMC?

3.2 Les États-Unis cherchent-ils à modifier les dispositions de l'Accord SMC?

3.3 Si tel est le cas, quelles dispositions particulières de l'Accord pourraient être visées?

4. Dans leur proposition, les États-Unis indiquent qu'*"il faut [...] admettre que l'établissement de prix préférentiels pour les ressources naturelles a été jusqu'ici une cause de distorsions et de frictions commerciales considérables et continuera de l'être si l'on ne s'en occupe pas"*. À cet égard, nous voudrions savoir si la délégation des États-Unis dispose de renseignements, de données ou d'études démontrant les effets de distorsion sur le marché international de la pratique du double prix à laquelle il est fait référence.

5. Si une subvention générale est accordée par une autorité publique dans sa juridiction, sans discrimination et sans appliquer des critères d'octroi objectifs, c'est-à-dire, sans exiger que la subvention soit spécifique à une branche de production nationale, de sorte que toutes les entreprises nationales et étrangères peuvent en bénéficier au niveau national, que leur production soit destinée au marché intérieur ou à l'exportation:

5.1 Les États-Unis considéreraient-ils cette subvention comme une subvention prohibée? Ou comme une subvention pouvant donner lieu à une action? Pourquoi?

5.2 Dans l'affirmative, cela n'aurait-il pas d'incidence sur la structure et les notions fondamentales de l'Accord SMC, en particulier celle de subvention prohibée?

En ce qui concerne le respect des règles de transparence, sous la forme de notifications sur différents éléments pouvant être convenus dans l'Accord SMC, par exemple, l'apport de capital social, nous voudrions faire observer que la préparation de notifications est déjà en soi une tâche ardue, qui nécessite du personnel qualifié et spécialisé, c'est-à-dire des ressources humaines et économiques et du temps, ressources généralement limitées dans les pays Membres de l'OMC comme le Venezuela. Quelles que soient les nouvelles règles de fond qui pourraient être convenues dans l'avenir, il serait souhaitable d'évaluer les avantages de ces règles par rapport au coût que de nouvelles obligations pourraient imposer à certains Membres. À cet égard, il faudrait envisager de prendre en compte la dimension développement et le principe du traitement spécial et différencié, notamment en prévoyant des conditions de flexibilité pour l'application des nouvelles prescriptions éventuelles en matière de notifications, ce qui implique une coopération technique, des délais plus longs et des incitations pour encourager les Membres à présenter des notifications complètes.
